



LE 1^{ER} MAI 2009, COMME LE 19 MARS 2009, AGISSONS POUR NOS REVENDEICATIONS.

La négociation annuelle sur les salaires minima de l'industrie du caoutchouc fixée au 15 avril 2009, est l'occasion de faire le bilan de l'évolution des salaires, de la prise en compte des qualifications et des savoirs dans les classifications.

La CGT a dénoncé l'attitude de dictature des 2 syndicats patronaux qui refusent de négocier quoi que ce soit. Dès le début de la réunion, sans attendre les propositions des représentants des salariés, les 2 organisations patronales ont sorti le paravent de la crise, agitant l'épouvantail pour justifier le refus de toute négociation en dehors d'une unique proposition :

Salaires/TEG	Coefficient	+ €/mois
1332 €	130	+ 10 €/mois
1338,54 €	140	+ 9,55 €
1345,08 €	150	+ 8,17 €
1351,62 €	160	+ 7,26 €
1358,16 €	170	+ 6,34 €
1364,70 €	180	+ 5,43 €
1371,24 €	190	+ 4,51 €
1387,59 €	215	+ 2,23 €
1394,13 €	225	+ 1,31 €
0 €	Au dessus	

► **EN 4 ANS, LES SALAIRES MINIMUM HIÉRARCHIQUES N'ONT ÉVOLUÉ QUE DE + 2,4 % (0,6 %/AN) ; LA VALEUR DU POINT RESTE BLOQUÉE DEPUIS DES ANNÉES.**

Face à cette provocation, immédiatement dénoncée par la CGT, notre délégation a démontré, chiffres à l'appui, que l'urgence pour sortir de la « crise » est de relancer le pouvoir d'achat, les salaires, ainsi que les investissements utiles, productifs d'emplois pour relancer la machine économique.

► **LA CGT A DÉNONCÉ LA POLITIQUE À TOUT VA DU RÉSULTAT FINANCIER RÉALISÉ AU DÉTRIMENT DES SALAIRES, DE L'EMPLOI, DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DES SALARIÉS.**

Près de 5 800 suppressions d'emplois réalisées ou programmées dans notre industrie, par les seules multinationales qui vantent chaque année des résultats de haut niveau à leurs actionnaires (Michelin / Kléber, Hutchinson / Paulstra, Goodyear, Continental, Trelleborg, Barre Thomas, Cooper).

► **LA CGT PORTE L'EXIGENCE DE DROITS NOUVEAUX POUR PESER, EMPÊCHER LES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS :**

- Pas de fermeture d'entreprise et droit de suspension aux élus du personnel face à tout projet de suppression d'emplois avec obligation d'intervention des pouvoirs publics pour débattre/négocier des projets industriels.
- Remboursement de toute aide ou financement public obtenu sur les 15 dernières années à toute entreprise voulant supprimer des emplois alors qu'elle déclare des profits.
- Programme de développement avec notamment, la réappropriation des productions abandonnées et aujourd'hui entièrement importées, pour répondre aux besoins.
- SUR LES SALAIRES, la CGT a fait des propositions au travers d'une grille salariale reconnaissant les qualifications et classifications avec 1600 € brut/mois au Coefficient 130 (soit 1256 € net/mois) + 8,53 € pour chaque point de classification.

Consciente que les propositions de quelque organisation syndicale que ce soit, ne seront pas prises en compte par le patronat, la CGT a demandé et obtenu une suspension de séance au cours de laquelle nous avons proposé aux autres organisations syndicales (CFDT, CFTC, CGC, FO) de discuter ensemble d'une initiative d'action unitaire pour aider les salariés à gagner l'ouverture de réelles négociations. CFDT, FO et CGC ont refusé de s'engager dans cette voie, les uns par désaccord, les autres n'ayant pas de mandat. La CFTC a été la seule à être d'accord sur le principe.

► **LA CGT REGRETTE CETTE DIVISION QUI N'ARRANGERA PERSONNE, SAUF LE PATRONAT. LA CGT APPELLE L'ENSEMBLE DES SALARIÉS À PRENDRE EN MAINS LEUR AVENIR EN UNISSANT LEURS FORCES, TOUS ENSEMBLE ET À FAIRE DU 1ER MAI 2009 UNE JOURNÉE DE LUTTES POUR EXPRIMER HAUT ET FORT LEURS REVENDICATIONS.**

8 confédérations syndicales ont décidé d'appeler à une journée nationale de luttes, avec manifestations, dans le prolongement des actions des 29 janvier et 19 mars 2009 qui ont rassemblé des millions de salariés.

**LE 1^{ER} MAI 2009, MASSIVEMENT,
PORTONS DANS LES MANIFESTATIONS,
NOS EXIGENCES DE PROGRÈS SOCIAL,
AVEC LA REVALORISATION DES SALAIRES,
DU POUVOIR D'ACHAT, DES CLASSIFICATIONS
ET UNE POLITIQUE INDUSTRIELLE AMBITIEUSE
ET CRÉATRICE D'EMPLOIS.**